



Information générale:  
Colm Foy  
([colm.foy@oecd.org](mailto:colm.foy@oecd.org))  
H-B. Solignac-Lecomte  
([hbsl@oecd.org](mailto:hbsl@oecd.org))

## Asie @ Centre

*Travaux du Centre de développement de l'OCDE sur les économies asiatiques  
Mise à jour – Juillet 2005*



Afin d'apporter une aide à la décision aux acteurs des secteurs publics et privés, dans les pays membres comme dans les pays partenaires, le Centre de développement de l'OCDE offre un espace de dialogue informel et d'analyse indépendante. Ses travaux complètent et nourrissent ceux du pôle Développement et des autres comités de l'Organisation. Bien que son mandat couvre l'ensemble des pays en développement, les économies d'Afrique font l'objet d'une attention particulière.

[www.oecd.org/dev](http://www.oecd.org/dev)

*Centre de développement de l'OCDE*

**Dans le cadre de ses programmes de travail biannuels, le Centre de développement consacre une part considérable de ses activités à un large éventail de questions politiques présentant un intérêt majeur pour les économies asiatiques en développement. Cette note fournit des informations à jour sur les activités de dialogue et de recherche sur les politiques relatives aux économies d'Asie.**

## **I. Les activités de dialogue sur les politiques**

- **Renforcement des capacités commerciales en Asie**

(Contacts: [Kiichiro.Fukasaku@oecd.org](mailto:Kiichiro.Fukasaku@oecd.org) & [Federico.Bonaglia@oecd.org](mailto:Federico.Bonaglia@oecd.org))

Les pays en développement et leurs entreprises se heurtent à de sérieuses difficultés pour renforcer leurs capacités humaines et institutionnelles afin de tirer parti des opportunités d'échanges et d'investissement. Ce sont les gouvernements qui élaborent les politiques en matière de commerce et d'investissement, mais ce sont les entreprises qui commercent et qui investissent. Il faudrait donc porter une attention particulière aux perspectives des entreprises, et spécialement aux points suivants: les goulets d'étranglement de l'offre dans les domaines du commerce et de l'investissement; la façon dont gouvernements et bailleurs de fonds répondent aux besoins des entreprises; et les solutions pour combler les principales lacunes.

La Direction de la coopération pour le développement et le Centre de développement, conjointement avec les autorités cambodgiennes, ont organisé un séminaire régional consacré au renforcement des capacités commerciales et au développement du secteur privé en Asie. Ce séminaire s'est déroulé à Phnom Penh les 2 et 3 décembre 2003 ([www.oecd.org/dev/cambodia](http://www.oecd.org/dev/cambodia)), à la suite de deux réunions internationales organisées à Mombasa (en août 2002) et à Dakar (en avril 2003). Il a contribué à l'élaboration de recommandations d'éventuelles politiques de soutien aux petites et moyennes entreprises (PME) en vue de la conférence ministérielle d'Istanbul dédiée à « promouvoir l'esprit d'entreprise et d'innovation des PME dans une économie mondialisée » ([www.oecd-istanbul.sme2004.org](http://www.oecd-istanbul.sme2004.org)).

- **Intégration régionale et investissements directs étrangers**

(Contacts : [Andrea.Goldstein@oecd.org](mailto:Andrea.Goldstein@oecd.org))

Les investissements directs étrangers (IDE) s'inscrivent dans la panoplie des opérations à but lucratif menées par les entreprises multinationales (EMN), et ils impliquent un transfert de capitaux, de technologies et de savoirs du pays d'origine vers le pays d'accueil. C'est ainsi que les EMN intègrent l'économie mondiale en plaçant, dans différents pays, des ressources tangibles et intangibles, en vue d'une productivité maximale. A ce jour, 60 000 sociétés mères de par le monde ont créé plus de 500 000 filiales étrangères hors de leur pays d'origine, pour une introduction d'IDE d'un montant évalué à environ 3 400 milliards d'euros. En 2002, selon les estimations, ces filiales étrangères avaient généré dans les pays d'accueil une production totale de plus de 15.1 milliards d'euros et créé plus de 53 millions d'emplois.

Dans le cadre d'un partenariat bien établi avec la Banque asiatique de développement, un séminaire d'experts consacré aux flux d'IDE dans l'Asie en développement s'est tenu au siège de l'OCDE à Paris, les 26 et 27 novembre 2003. Les débats ont porté sur quatre études empiriques axées sur l'orientation des politiques, réalisées par le personnel des deux entités organisatrices du séminaire et par des consultants. Ces études traitaient de quatre dossiers intéressants au premier chef les décideurs en Asie, à savoir : (1) le rôle des politiques dans l'explication du positionnement des IDE, (2) les liens entre IDE et compétitivité, (3) IDE, compétences et réduction de la pauvreté, (4) IDE, privatisations et fusions/acquisitions. Une sélection de travaux a ensuite été publiée dans l'*Asian Development Review*, vol. 21, no. 1. dans le cadre d'un projet plus global concernant les flux d'IDE en provenance des pays émergents, en transition ou en

développement; une investigation approfondie est en cours sur l'émergence des multinationales chinoises et indiennes.

- **Partenariat pour le développement avec l'Asie centrale et la région de la Mer Noire**

(Contacts : [Federico.Bonaglia@oecd.org](mailto:Federico.Bonaglia@oecd.org))

Le Document de travail n° 212 du Centre de développement souligne l'« inachèvement » du processus de transition vers une économie de marché dans plusieurs pays du Caucase et d'Asie centrale. Achever une telle transition requiert de construire un mécanisme de marché qui fonctionne, relayé par des institutions démocratiques solides ainsi que par des cadres législatifs et réglementaires transparents. Ces pays partagent aussi certaines contraintes, telles qu'une forte dépendance des exportations envers un nombre restreint de produits, principalement des minéraux et des produits agricoles non transformés dont les prix sont très volatiles, un enclavement géographique et une lourde dette extérieure. Un renforcement des liens commerciaux et des investissements avec les pays de l'OCDE pourraient améliorer leurs perspectives de croissance.

Le Centre de développement de l'OCDE et la Direction des Affaires financières et des entreprises ont organisé une réunion d'experts en février 2004, conviant des experts nationaux de la région à discuter avec le Secrétariat de l'OCDE des modalités et des priorités d'une collaboration future ([www.oecd.org/dev/ist](http://www.oecd.org/dev/ist)). La réunion s'est tenue au Centre de l'OCDE d'Istanbul pour le développement du secteur privé. Les 24 et 25 février 2005, le Centre de développement a organisé un Forum régional sur le développement du secteur privé dans la région de la Mer Noire, en partenariat avec l'Organisation pour la coopération économique de la Mer Noire (BSEC), et avec le support du ministère grec des Affaires étrangères représentant la présidence grecque du BSCE. Le Forum a examiné le climat des affaires dans les douze pays membres du BSCE et les perspectives de coopération des milieux d'affaires dans le contexte économique actuel, ainsi que la portée d'une coopération étendue entre les pays du BSCE et les organisations internationales, OCDE comprise.

## II. Les activités de recherche sur les politiques

- **Développement du secteur privé et mise sur pied des capacités commerciales dans l'Asie en développement**

(Contacts : [Kiichiro.Fukasaku@oecd.org](mailto:Kiichiro.Fukasaku@oecd.org) & [Federico.Bonaglia@oecd.org](mailto:Federico.Bonaglia@oecd.org))

La déclaration ministérielle de Doha met l'accent sur le souhait des pays membres de l'OMC de trouver des solutions permettant aux pays en développement de profiter pleinement d'une libéralisation accrue du commerce, ainsi que de diversifier leurs productions et leurs exportations. Il est donc important d'examiner dans quelle mesure les différentes possibilités d'accès au marché existantes sont susceptibles de satisfaire les besoins commerciaux des différents groupes de pays en développement.

Le Centre de développement, en collaboration avec des institutions et chercheurs locaux, a mené cinq études de cas nationales (Bangladesh, Cambodge, Laos, Thaïlande et Vietnam) dans le but d'aider ces pays à exploiter les opportunités du marché, à affronter les contraintes d'offre et à lever les obstacles au développement d'activités internationales. Les études de cas examinent le potentiel d'une diversification des exportations et d'une optimisation d'industries spécifiques, par une approche globale de la chaîne de plus-value. Cette approche examine les opportunités d'une optimisation des technologies, des compétences et des produits, et les conditions préliminaires à leur exploitation. Pour sa part, le Centre de développement, avec la Direction de la coopération pour le développement, prépare une étude des politiques, afin d'enrichir les débats sur les initiatives d'élaboration de capacités commerciales dans la région assistées par les donateurs.

- **Impact et cohérence des politiques des pays de l'OCDE sur les économies asiatiques en développement**

(Contacts : [Kiichiro.Fukasaku@oecd.org](mailto:Kiichiro.Fukasaku@oecd.org))

Les ministres de l'OCDE, réunis en 2002, ont adopté une déclaration sur le développement appelant l'OCDE à « renforcer la compréhension des dimensions relatives au développement dans les politiques des pays membres et leur impact sur les pays en développement ». L'OCDE a répondu à ce mandat ministériel en lançant un programme horizontal sur la cohérence des politiques pour le développement. Celui-ci vise à faciliter et encourager la promotion systématique d'actions gouvernementales qui se renforcent mutuellement, y compris les politiques d'aide mais aussi au-delà. Cette activité particulière du Centre de développement, menée conjointement avec l'Institut de recherche politique du ministère des Finances de Tokyo, vient appuyer l'initiative de l'OCDE par une étude de cas régionale sur les politiques des pays de l'OCDE et leur impact sur les économies asiatiques en développement. Une approche régionale peut faciliter à la fois un examen concret des défis en matière de cohérence des politiques pour le développement, et des conclusions conséquentes pour l'élaboration des politiques.

Concernant l'Asie de l'Est, le projet « Cohérence » a mené une étude de cas pour éclairer les conséquences des politiques des pays de l'OCDE en matière de développement. Suite à un atelier de travail intermédiaire réunissant en avril les membres du comité de programme et un petit groupe de participants, un séminaire d'experts a été organisé au siège de l'OCDE les 10 et 11 juin 2004. Les résultats des études de cas par pays et leur examen lors de la réunion des experts sont en cours de publication. Un sommaire des principales conclusions est disponible dans le *Repères n°4* du Centre de développement.

- **Compétitivité et principaux goulets d'étranglement entravant le renforcement des capacités**

(Contact: [Orsetta.Causa@oecd.org](mailto:Orsetta.Causa@oecd.org))

Il s'agit de concevoir des indicateurs de compétitivité pour un échantillon de 53 pays, dont 9 pays issus d'Asie du Sud Est et du Pacifique. L'accent est mis sur les déterminants structurels majeurs des différences de productivité industrielle entre pays (capital privé, infrastructures, éducation, intégration commerciale et efficacité), afin de présenter un diagnostic sur les priorités auxquelles chaque pays doit faire face pour améliorer sa compétitivité. Au nombre des questions clés:

- Quels sont les principaux « goulets d'étranglement » qui freinent l'amélioration de la compétitivité industrielle dans les pays pauvres?
- Quels sont les poids respectifs de l'éducation, du capital privé, du capital public et des capacités commerciales dans la détermination de la productivité du travail?
- Quel est l'impact des différences de productivité entre activités d'échanges et hors échanges sur l'amélioration de la compétitivité des pays en développement?

- **Décentralisation et Santé : les leçons de l'Inde et de la Chine**

(contact: [Johannes.Jutting@oecd.org](mailto:Johannes.Jutting@oecd.org))

La réalisation des objectifs du millénaire (OMD) nécessite une amélioration substantielles des conditions sanitaires des pays en développement. La plupart des secteurs de la santé y passent par de substantielles réformes en vue d'une plus grande efficacité et d'une meilleure qualité de l'offre des soins. Dans ce contexte, tout transfert de compétences du sommet de l'état aux niveaux intermédiaires pèse sur le système de santé en modifiant son cadre de régulation. Ce changement, en retour, peut améliorer ou altérer l'efficacité, l'équité, l'accessibilité et les capacités de réponse comme les performances d'un système de santé, par exemple en termes de mortalité infantile ou de taux de vaccination. A l'expérience comparée de

l'Inde et de la Chine, on peut envisager des enseignements politiques sur la manière de conduire un processus de décentralisation en faveur des pauvres dans le secteur de la santé des pays en développement.

- **Evaluer l'impact de l'influence économique de la Chine et de l'Inde sur les autres pays en développement ou en transition**

(Contacts: [Helmut.Reisen@oecd.org](mailto:Helmut.Reisen@oecd.org) & [Nicolas.Pinaud@oecd.org](mailto:Nicolas.Pinaud@oecd.org))

Un article intitulé « Politiques macro-économiques : de nouveaux paramètres d'interdépendance » a été préparé dans le cadre du projet horizontal de l'OCDE sur la cohérence des politiques en matière de développement. Cet article examine trois défis particuliers de politiques macro-économiques : les conséquences macro-économiques de l'émergence de la Chine; les conséquences d'une intégration financière intensifiée; et l'interaction des systèmes de change des pays asiatiques avec la politique monétaire de la sphère OCDE.

- **Interactions gouvernance-investissements en Chine et en Inde**

(contact: [Charles.Oman@oecd.org](mailto:Charles.Oman@oecd.org))

La qualité de la « gouvernance » locale s'est imposée comme évidemment cruciale dans les pays en développement pour pouvoir à la fois générer et attirer les investissements des entreprises (nationales et étrangères), et pour tirer un *bénéfice* effectif de ces investissements pour renforcer localement la croissance de la productivité et du développement humain.

Ce projet d'étude, résolument orienté vers les politiques, est sensible aux phénomènes de « prise en otage » et aussi d'« allers-retours » des interactions entre le comportement des investissements provenant des entreprises et la qualité de la gouvernance locale (celle des pouvoirs publics comme celle des entreprises); il veille à ne pas confondre le concept de « climat » des investissements avec l'actuel comportement des investisseurs. Partant, il veut clarifier (a) la façon de distinguer, parmi les dispositifs des institutions locales de gouvernance, ceux qui sont susceptibles d'induire un véritable comportement d'investissement favorable à une croissance de la productivité et à un développement humain durables de ceux qui ne le sont pas, et (b) la façon de réaliser dès à présent les premiers, malgré, souvent, la résistance ouverte ou souterraine de groupes locaux et étrangers retranchés leurs intérêts. Parmi les études de cas à mener en profondeur dans dix pays avec le concours de chercheurs très compétents et localement influents quoique indépendants, celles concernant la Chine et l'Inde, et leur comparaison, auront une importance particulière.

\* \* \*

#### **Publications consultables:**

**Documents de travail :** [www.oecd.org/dev/dt](http://www.oecd.org/dev/dt)

**Cahiers de politique économique:** [www.oecd.org/dev/cahiers](http://www.oecd.org/dev/cahiers)

**Repères :** [www.oecd.org/dev/reperes](http://www.oecd.org/dev/reperes)